

COMITÉ POUR LE RESPECT DES LIBERTÉS ET DES DROITS DE  
L'HOMME EN TUNISIE (CRLDHT)  
FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETÉ  
DES DEUX RIVES (FTCR)

# Tunisie

## Janvier - Juillet 2008

Le mouvement de  
protestation du bassin minier  
de Gafsa face à la repression

“Dignité, Détermination”



CRLDHT - 21 ter rue Voltaire 75011 Paris  
FTCR - 3, rue de Nantes 75019 Paris

[www.crlght.org](http://www.crlght.org)

Mail: [contact@crlght.org](mailto:contact@crlght.org)

[www.ftcr.eu](http://www.ftcr.eu)

Mail: [ftcr2@wanadoo.fr](mailto:ftcr2@wanadoo.fr)

Tel : 01.46.07.54.04 - Fax : 01.40.34.18.15

# LA RÉVOLTE DU BASSIN MINIER DE GAFSA, LA TUNISIE ET L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE DE SARKOZY

**L**e dossier qui suit vise à combler un manque urgent.

Il est une compilation de communiqués et d'articles concernant la révolte qui perdure depuis janvier 2008 dans le Bassin minier de Gafsa en Tunisie, concernant aussi la répression dramatique que cette révolte subit de manière continue depuis janvier, et de façon aggravée depuis juin. Actuellement, tous les leaders du mouvement sont arrêtés ou recherchés. Les jeunes sont massivement poursuivis, arrêtés et torturés.

Ce dossier se veut utile. Il tente de contrer la chape de plomb mise sur l'information par le pouvoir tunisien.

Il entend aussi donner à comprendre le mouvement social le plus fort et politiquement le plus mûr de l'histoire récente tunisienne, en dépit de la répression systématique opposé à la société civile par l'un des régimes les plus autoritaires et dictatoriaux du monde arabe, et qui a rendu celle-ci depuis longtemps exsangue.

Or, cette répression, féroce, systématique, s'abat aujourd'hui particulièrement sur les acteurs sociaux qui animent aux côtés des habitants en révolte le mouvement du bassin minier. Faut-il rappeler, aux côtés des organisations des droits

de l'homme qui n'ont jamais déserté ce terrain en dépit des difficultés, que cette répression touche au quotidien en Tunisie l'opposition en général ainsi que toutes les voix citoyennes non conformes, qu'elle étouffe tout espace possible d'expression des libertés et de maturation d'un espace démocratique réel.

Voilà pourquoi le dossier que nous vous présentons ci-après complète de façon très utile les deux rapports produits en juin par Amnesty International d'une part, le Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT) et l'Association Tunisienne de Lutte contre la Torture (ATLT) d'autre part, sur l'état réel des libertés en Tunisie, en constant recul sur fond de gravité déjà extrême de la situation.

A eux trois, ces documents (les deux rapports sur la torture et les droits de l'homme de juin concernant la Tunisie, ce dossier ci-après sur le mouvement social du bassin minier de Gafsa) apportent un démenti cinglant aux propos tenus par Nicolas Sarkozy fin avril à Tunis quant à "l'espace des libertés (qui) s'étend en Tunisie", propos qui avaient alors suscité un fort tollé de la presse nationale et régionale française.

Ils sont particulièrement

nécessaires aujourd'hui, alors que le président Ben Ali est un hôte de marque du Sommet pour l'Union pour la Méditerranée le 13 juillet à Paris, hôte attendu également à la tribune présidentielle aux côtés de Nicolas Sarkozy le 14 juillet pour le traditionnel défilé national des forces armées françaises sur les Champs-Élysées.

Car la tribune présidentielle qui sera dressée pour le défilé annuel du 14 juillet fera cohabiter quelques-uns des dirigeants les plus décriés du monde arabe. Non pas seulement le président syrien Bachar El Assad sur lequel se focalisent les polémiques comme pour mieux souligner en contrepoint les obligations de la France de tenir "son rang de grande puissance" au Proche-Orient au prix de compromis douloureux. Mais aussi son homologue égyptien Hosni Moubarak, pressenti comme futur coprésident de l'UPM en tandem avec Nicolas Sarkozy. Et, bien sûr, le Tunisien Zine Ben Ali, dont la capitale Tunis devrait accueillir le futur siège du secrétariat de l'UPM. Dans la politique méditerranéenne du président français, la prime semble aller aux dictateurs les plus répressifs. Le crime paie un peu trop.

La présence du président tunisien Ben Ali à Paris ces 13

et 14 juillet mérite qu'on s'y attarde. Son régime torture à tout va comme principe même de gestion de son opposition, de ses citoyens en général, et de la seule lutte sociale aujourd'hui visible dans ce régime démocratiquement et humainement exsangue, celle qui tient en haleine toute une population soudée dans le bassin minier de Gafsa depuis janvier et qui est présentée dans ce dossier. Le régime despotique de Ben Ali ne craint pas pour autant de créer de toutes pièces sa respectabilité internationale sur des principes d'artifice démocratique, de réussite économique tournée vers l'export, et de lutte anti-islamiste hier, anti-terroriste aujourd'hui. Il rencontre ici l'approbation de Nicolas Sarkozy, et derrière lui, d'élites françaises qui apprécient les côtes touristiques tunisiennes autant que les contrats économiques juteux que leur offre ce pays. De droits de l'homme et de coopération des sociétés civiles, comme dans le processus de Barcelone qui a marqué le pas et dont l'UPM se veut désormais la prolongation, il n'est cependant plus question.

Contre ces outrages et ces dénis, nous luttons avec la première des armes: la collecte et la diffusion de l'information. Nous espérons que ce dossier vous sera utile.

# RAPPEL DES EVENEMENTS DANS LE PAYS MINIER DU SUD DE LA TUNISIE. :

**D**ans le sud-ouest de la Tunisie se trouve le gouvernorat de Gafsa (env. 350 000 hab.) du nom de la ville homonyme. La région, semi-désertique et montagneuse, vit principalement de l'industrie minière et des transferts financiers de ses ressortissants émigrés, de production arboricole et d'élevage.

A l'ouest de la région de Gafsa se trouve le bassin minier du phosphate, frontalier de l'Algérie. Omm Laarayes (Moulares), Redeyef, Metlaoui et El-Mdhilla sont des villes qui vivent sous l'empire de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (ex Compagnie des phosphates et des chemins de fer de Gafsa) depuis sa création en 1897 sous protectorat français. Cette compagnie, parmi les plus importantes et les plus riches entreprises coloniales, nationalisée suite à l'accession de la Tunisie à l'indépendance (1956), exploite depuis plus d'un siècle l'un des plus importants gisements mondiaux de phosphate.

Cette partie de la région était à l'origine un espace de transhumance de tribus nomades et semi-nomades. Une politique méthodique et souvent brutale de sédentarisation menée par le pouvoir beylical et par le protectorat français, ainsi qu'un recours à une main d'oeuvre immigrée amenée de toute l'Afrique du nord, ont fixé un gisement de main d'oeuvre stable et très peu onéreuse dans les villes minières du bassin du phosphate. Ce peuple des mines, exploité depuis plus de cent ans, maintenu dans une extrême pauvreté, dépossédé de ses moyens traditionnels de survie, connaissant un taux de mortalité plus élevé qu'ailleurs, s'est à plusieurs reprises révolté contre l'injustice coloniale et post-coloniale.

Aujourd'hui, la région continue de produire la principale richesse exportée par la Tunisie. Elle continue d'être l'une des régions les plus pauvres du pays et connaît un degré important de pollution des sols et des ressources hydrauliques déterminé par

l'exploitation phosphatière. Elle présente un taux très élevé de chômage (plus du double de la moyenne nationale) en raison de l'extrême faiblesse de l'investissement local (public et privé) et du processus d'ajustement structurel appliqué à la production minière qui a très fortement réduit le nombre d'employés de la Compagnie et multiplié les formes d'emploi précaires et sous-payées.\*

Le bassin minier de Gafsa produit aujourd'hui des milliards de dinars de phosphate, des chômeurs et des migrant (irréguliers pour la plupart, risquant leur vie pour donner un peu d'espoir aux leurs). Ainsi que des millions de dinars de pots de vin et de rentes clientélares dont bénéficie une poignée de privilégiés.

Depuis Janvier 2008 une révolte secoue la région. Partie d'une protestation contre la corruption et contre une politique de l'emploi injuste, elle se renforça en acquérant un consensus populaire très large. Aujourd'hui cette

révolte est le mouvement social le plus durable, le plus fort (bien qu'encore circonscrit dans un espace réduit), et le plus mûr quant à ses revendications et ses formes de lutte qu'ait connu l'histoire récente de la Tunisie. Il pose la question de l'emploi, celle de la répartition sociale et géographique des richesses, de la cherté de la vie, de la corruption, de l'exploitation des matières premières et de l'environnement...

C'est un mouvement large et non partisan, ses animateurs - comme l'ensemble de la population - sont très sourcilleux quand à l'indépendance de leur action vis-à-vis des partis, qui sont appelés à soutenir sans récupérer. Malgré cela, il a su s'organiser dans la durée, se choisir des représentants qui entretiennent par le débat un consensus autour d'objectifs partagés, formuler des revendications claires et réalisables, dépasser les clivages claniques traditionnels, maintenir des formes d'action larges et pacifiques. C'est suffisamment rare



pour être mis en exergue : nous sommes en présence d'un mouvement de contestation sociale populaire, démocratique, pacifique et déterminé. Nous pensons qu'il mérite que tout ce qui est possible soit mis en oeuvre afin que n'y soit pas mis fin de manière tragique.

Le pouvoir y a répondu d'abord par une stratégie de l'encercllement et de l'étouffement et n'a pu en venir à bout. Puis par une répression de plus en plus brutale qui a fait au moins deux morts à ce jour, des dizaines de détenus d'opinion, des familles brutalisées et humiliées par revanchisme policier et des biens privés saccagés par représailles...

Aujourd'hui le siège du bassin minier est renforcé par la mobilisation de milliers de policiers et par le déploiement d'unités blindées l'armée. Une escalade de la violence

d'Etat se manifeste par l'utilisation de balles réelles contre les protestataires, par la multiplication des enlèvements policiers de jeunes ainsi que par des ratissages militaires des montagnes environnantes. Ces derniers jours, un nouveau cap a été franchi dans l'escalade de la répression : Les autorités ont décidé d'arrêter les figures représentant le mouvement pour la ville de Redeyef, messieurs Adnane Hajji, Tarek Aleimi, Bechir Abid, Adel Jayyar, Boujemaa Chraïti, Taïeb Ben Othmane ainsi qu'au moins huit autres animateurs du mouvement ont été accusés de délits et crimes extrêmement graves tels que l'entente et la constitution de bande en vue de commettre des agressions contre les personnes et les biens; la perpétration de violences sur des représentants de leurs fonctions; la tentative de déstabilisation de l'ordre républicain; le port d'armes

blanches et la possession de produits incendiaires; la constitution de bande de malfaiteurs; etc.

M. Adnane Hajji, syndicaliste et porte-parole du mouvement À Redeyef a été l'objet de violences et de maltraitements, il a été contraint selon ses avocats de signer des PV sans pouvoir les lire. Ses compagnons sont recherchés, leurs domiciles ont fait l'objet de descentes policières violentes, les membres de leurs familles brutalisés, et pour certains arrêtés et soumis à des interrogatoires violents. C'est notamment le cas de la famille de Tarek Aleimi dont la mère, veuve de mineur, a été brutalisée et dont le frère handicapé a été violemment frappé.

Cette escalade est le signe du choix par les autorités de la criminalisation et de la neutralisation par la violence des figures du mouvement social du bassin minier. Cela risque d'être

le prélude à une offensive de répression massive qui pourrait avoir des conséquences tragiques. Ce choix est dangereux et illusoire, il pousse la population vers le désespoir et prépare le terrain à des évolutions incontrôlables et dangereuses.

L'urgence du moment est de mettre un terme au cycle de la violence alimentée par la répression. Pour cela, la priorité est d'obtenir la libération immédiate de Adnane Hajji et de l'ensemble des détenus du mouvement, ainsi que l'arrêt des poursuites engagées, et de procéder un retrait du dispositif policier exceptionnel déployé dans la région, notamment dans la ville de Redeyef.

C'est le seul moyen d'apaiser une situation explosive et d'éviter le pire. L'étape qui doit suivre ces mesures indispensables est l'établissement du dialogue et l'ouverture de négociations avec les représentants que s'est choisi le mouvement afin de répondre aux revendications de la population.

**DETERMINATION, DIGNITE**  
(La devise que s'est donnée le mouvement)

# LA RÉVOLTE DU « PEUPLE DES MINES » EN TUNISIE

EN ARRÊTANT FIN JUIN PLUSIEURS DIRIGEANTS DU MOUVEMENT DE PROTESTATION QUI TOUCHE LA VILLE DE REDEYEF, EN LES INculpANT DE DÉLITS GRAVES (CONSTITUTION DE BANDES EN VUE DE COMMETTRE DES AGRESSIONS CONTRE LES PERSONNES ET LES BIENS, DÉSTABILISATION DE L'ORDRE RÉPUBLICAIN, VIOLENCES SUR DES REPRÉSENTANTS DE L'ORDRE, ETC.), EN CONDUISANT DES INTERROGATOIRES MUSCLÉS, LE POUVOIR TUNISIEN TENTE DE METTRE FIN À UNE MOBILISATION QUI A REGROUPE DÉJÀ DEPUIS LE MOIS DE JANVIER TOUTE LA POPULATION DU BASSIN MINIER DE GAFSA.

« Puisqu'ils veulent tant cette ville, on la leur laisse ! » En colère, les femmes de Redeyef, dans le bassin minier de Gafsa, décrètent l'évacuation générale, le mercredi 7 mai 2008. De nombreux habitants "démissionnaires" prennent la route avec un bagage improvisé pour protester contre l'invasion de leur ville par des troupes policières. Celle-ci les met en garde : s'ils gagnent ainsi la montagne, en direction de l'Algérie, ils seront accusés de trahison, à l'instar du village voisin qui avait demandé l'asile politique à ce pays quelques semaines plus tôt. Ils font donc demi-tour, convaincus par les membres du comité de négociation saisi par un pouvoir local désorienté. L'argument avancé les convainc : il faut rester... pour continuer la lutte. Depuis le début de cette année, à quatre cents kilomètres au sud-ouest de Tunis, la population d'un bastion ouvrier, souvent rebelle par le passé (1), se construit ainsi sa propre histoire dans une révolte soudée, rageuse et fière. Elle affronte sans faillir une stratégie gouvernementale faite d'encercllement et de harcèlement policiers d'un côté, de contrôle des médias de l'autre.

Tout commence le 5 janvier 2008, jour où sont publiés les résultats, jugés frauduleux, du concours d'embauche de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), l'unique moteur économique de la région. De

jeunes chômeurs occupent alors le siège régional de la centrale syndicale à Redeyef. Ils sont rejoints par les veuves des mineurs et leurs familles, qui installent leurs tentes devant le bâtiment. Le mouvement s'étend rapidement. Ouvriers, chômeurs, lycéens et habitants multiplient les grèves, les actions et les rassemblements. Sur fond de grande pauvreté et de flambée des prix, tous protestent contre la corruption d'un système local népotique et contre une politique de l'emploi injuste.

Redeyef est proche de la frontière algérienne. Comme les autres villes du bassin minier de Gafsa (Oum Larayes, Metlaoui, El Mdhilla...), elle vit sous l'empire de la CPG depuis la création de cette dernière en 1897, autour des gisements découverts par le Français Philippe Thomas (vétérinaire militaire, directeur de pénitencier agricole indigène, géologue amateur).

L'extraction des richesses du sous-sol s'y est faite, dès les origines, selon les méthodes typiques du modèle colonial (2) : accaparement des terres par l'expropriation brutale des populations indigènes ; exploitation intensive des ressources naturelles ; extraction à forte consommation de vies humaines et à forte production de déchets polluants ; rapports de travail et de pouvoir appuyés sur les allégeances clientélistes, claniques et familiales (3).

La plupart de ces traits ont

survécu à la décolonisation, sous des formes renouvelées. La CPG, qui a fusionné en 1996 avec le Groupement Chimique Tunisien (GCT), reste le principal pourvoyeur d'emploi de la région. Au cours des vingt cinq dernières années, la modernisation de la production, la fermeture progressive des mines de fonds au profit de celles à ciel ouvert a réduit la pénibilité du travail et le taux de mortalité parmi les ouvriers. Mais cette modernisation, articulée à l'application du "plan d'ajustement structurel", a réduit d'environ 75% les effectifs employés de la compagnie.

Aujourd'hui, seules cinq mille personnes sont y directement employées. Elles bénéficient d'un statut et de conditions de travail enviés par tous dans une région où le chômage frappe 30% de la population active (le double du taux national), selon des chiffres officiels discutés. Autour de la compagnie gravitent de nombreuses entreprises de sous-traitance, avec leurs emplois précaires et sous-payés. Le petit commerce, notamment avec l'Algérie voisine, complète le tableau de l'emploi. Pour trouver du travail, certains risquent leur vie en traversant la Méditerranée. D'autres s'installent dans les banlieues pauvres des villes de la Tunisie "utile", celle du littoral.

Les cinq mille postes de la compagnie ainsi que les fonds destinés à la reconversion

sont gérés en collaboration étroite avec l'UGTT. Jusqu'à ces dernières années, la stabilité de la région était obtenue avec une modeste redistribution des bénéfices énormes que génère l'industrie phosphatière, selon de subtils équilibres claniques et familiaux garantis par les dirigeants régionaux de la centrale syndicale et du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Ces dirigeants étaient en même temps les représentants ou les interlocuteurs des principales tribus, les Ouled Abid et les Ouled Bouyahia. La diminution progressive des ressources à distribuer et la généralisation de la corruption, alors même que le cours international du phosphate flambe, ont rompu ces équilibres. La direction régionale de l'UGTT est devenue le centre d'une oligarchie qui ne fait plus bénéficier que ses amis et parents directs des miettes de la rente phosphatière. Elle est le représentant local le plus puissant de ce que les habitants ne voient plus que comme un pouvoir "étranger" injuste.

« Nous le peuple des mines, nous ne sommes jamais injustes, mais si on est injuste envers nous, alors... » La phrase se conclut sur un juron explicite. Cette banderole est déployée à l'une des entrées de Redeyef, un quartier pauvre et marginalisé, théâtre d'affrontements récents avec la police. Au fil des mois, depuis janvier, la mobilisation n'a pas faibli. Au contraire,

les actions des chômeurs, des diplômés sans emploi de l'université sont renforcées par des occupations et des manifestations, dans lesquelles se retrouve toute la population. Les sit-in des familles des invalides de la Compagnie et des morts à la mine se conjuguent aux actions des ouvriers licenciés. Les protestations des mères dont les fils ou les maris sont emprisonnés à la suite des premières manifestations ont débouché sur une grève générale qui touche jusqu'aux petits commerçants.

La nuit, les jeunes patrouillent dans Redeyef par petits groupes pour la protéger, après avoir sonné le rassemblement à l'aide de pierres cognées contre les structures métalliques d'un pont. Ils appellent ça « les tambours de la guerre » et usent d'un vocabulaire qui convoque les traditions des tribus guerrières, prêts qu'ils sont à s'affronter avec les policiers... ou à leur voler leurs sandwiches pour les redistribuer. Le ton général reflète une impressionnante cohésion populaire que les forces de l'ordre ne parviennent pas à rompre. En dépit du contrôle étatique des médias, le soulèvement de cette région enclavée, représente le mouvement social le plus long, le plus puissant et le plus mûr qu'ait connu l'histoire récente de la Tunisie.

Le pouvoir y a répondu par une répression de plus en plus brutale qui a fait au moins deux morts, des dizaines de blessés et de détenus. Des familles ont été brutalisées, des biens privés saccagés. Le déploiement d'unités blindées de l'armée a renforcé le siège du bassin minier durant le mois de juin. L'escalade de la violence d'Etat se manifeste par l'utilisation de balles réelles, la multiplication des enlèvements de jeunes pour interrogatoire et emprisonnement, et par des ratissages militaires dans les montagnes environnantes, en vue de retrouver ceux qui tentent d'échapper à la torture.

Plusieurs groupes de jeunes ont déjà été traduits devant les tribunaux pour des procès d'où

la population accourue a été tant bien que mal écartée par les forces de l'ordre. La lourdeur des peines diffère du tout au tout, d'un procès à un autre, signe que le pouvoir hésite sur la stratégie à tenir.

L'opposition, à Tunis, ainsi que des comités de soutien, à Nantes, où vit une communauté immigrée originaire de Redeyef, à Paris (4), ou encore à Milan, se battent pour casser le blocus de l'information. Mais la mobilisation reste circonscrite. Politiquement exsangue, passée depuis longtemps sous roulement compresseur d'un régime policier, la société civile tunisienne peine à réagir. Le pouvoir n'évoque les événements que pour incriminer des « éléments perturbateurs ». Est-ce pour cela que le soulèvement ne s'est pas étendu au-delà de la ville de Feriana, dans le gouvernorat voisin de Kasserine?

Dans Redeyef, le vent de la contestation a sculpté un nouveau quotidien. Le siège local de l'UGTT, en plein centre-ville, a été réquisitionné, au nez de la sous-préfecture voisine ; il est devenu le quartier général des habitants en révolte. Les hommes de main de la direction régionale de l'UGTT ont bien tenté de le reprendre en y apposant des cadenas... La population a imposé sa réouverture. Au rez-de-chaussée du local, qui abrite les réunions, le café sert d'agora permanente. La vaste terrasse qui le prolonge accueille les rassemblements autour d'orateurs postés au balcon du premier étage. Lors des meetings, la présence des femmes est notable. Juste en face, on distribue les tracts et les journaux de l'opposition. C'est là que se dressait, jusqu'en juin, une baraque marchande, celle de Boubaker Ben Boubaker, dit "le chauffeur", diplômé chômeur, vendeur de légumes, connu entre autres être l'auteur d'une lettre ironique et drôle sur les solutions au chômage, adressée au ministre de l'éducation. La police a fait irruption chez lui; sa baraque a été mise à sac. Comme d'autres

opposants, il s'est enfui dans la montagne.

" Il nous faut obtenir un résultat positif. Les gens doivent savoir que la lutte pacifique n'a pas été vaine. Sinon, ce sera catastrophique... ". M. Adnane Hajji, secrétaire général du syndicat de l'enseignement élémentaire dans la ville de Redeyef, et figure charismatique du mouvement, a su s'imposer par-delà les rivalités et les clans locaux. Il jouit d'une grande popularité, y compris auprès des ménagères et des gamins. Il sait que le rêve est allé loin déjà et que toute tentative de retour en arrière pourrait avoir des conséquences incontrôlables. M. Hajji a été arrêté chez lui, dans la nuit du 20 au 21 juin, puis inculpé. Les autres animateurs du mouvement sont tous recherchés.

Pour M. Hajji, le nœud de la situation reste régional. Certes, les panneaux électoraux "Ben Ali 2009", qui annoncent la prochaine élection présidentielle, sont souvent enlevés par la population depuis le début du mouvement, quand ils ne sont pas détournés par une surenchère moqueuse du type "Ben Ali 2080" ou "Ben Ali 2500"... Mais lors des rassemblements et des réunions, les militants politiques sont priés de ne pas afficher leur appartenance.

En effet, dans le bassin minier, la population ne croit guère, pour l'instant, à un changement imminent à la tête de l'Etat (5). Seule une forte campagne de solidarité nationale et internationale, ou une extension de la contestation à d'autres régions, pourrait desserrer l'étau. En attendant, le mouvement réclame la fin de la répression et l'ouverture de vraies négociations pour une sortie de crise honorable. Il demande l'annulation des résultats du concours de recrutement jugé frauduleux, un programme d'embauche des diplômés sans emploi, l'implication de l'Etat dans la création de grands projets industriels, le respect des normes internationales

relatives à l'environnement, des services publics accessibles aux plus pauvres, par exemple pour l'électricité, l'eau courante, l'éducation, la santé... La devise qu'il s'est choisie : « détermination et dignité. »

Karine Gantin et Omeyya Seddik

Respectivement journaliste et politologue, membre de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)

Oumayya Seddik a séjourné sur place durant le mois de mai.

1) Cf. à propos de la grève dans le bassin minier de mars 1937 et de la répression violente qui a causé la mort de dix-sept mineurs, le très beau texte de Simone Weil, "Le sang coule en Tunisie", publié dans le recueil *Ecrits historiques et politiques*, Gallimard Paris, 1960. Elle y polémique contre le Front populaire qui prétend défendre la classe ouvrière et ferme les yeux sur les crimes commis contre elle dans les colonies. D'autre part, deux ans après la grève de 1978, se sont déroulés les "événements de Gafsa", au cours desquels la région a été la base d'une tentative de coup d'Etat. Lire aussi Khémis Chamari, "L'alerte tunisienne", *Le Monde diplomatique*, mars 1980.

2) Lire Paul Vigné d'Octon, *La Sueur du Bournous* (1911), *Les Nuits rouges*, Paris 2001. L'auteur fut député de l'Hérault puis rapporteur spécial de l'Assemblée nationale sur la situation des colonies sous la III<sup>e</sup> République.

3) A propos du système de contrôle du territoire par le protectorat et l'articulation aux pouvoirs traditionnels, lire la thèse d'Elisabeth Mouilleau (1998), *Fonctionnaires de la République et artisans de l'Empire*. Le cas des contrôleurs civils en Tunisie, 1881-1956, *L'Harmattan*, Paris 2000.

4) C/FTCR, 3, rue de Nantes, Paris 19<sup>e</sup>, [www.ftcr.eu](http://www.ftcr.eu)

5) Sur l'origine et l'évolution du pouvoir de M. Zine El-Abidine Ben Ali, lire Kamel Labidi, "La longue descente aux enfers de la Tunisie" *Le Monde diplomatique*, mars 2006.

# ADNANE HAJJI DÉFÉRÉ DEVANT LE JUGE D'INSTRUCTION

Le syndicaliste Adnane Hajji a été déféré devant le juge d'instruction près le Tribunal de première instance de Gafsa. Il a été accusé des infractions suivantes :

- Etablissement d'une entente en vue de préparer une atteinte contre des particuliers ainsi que des biens publics et privés
- Dégradation délibérée de biens d'autrui
- Occupation des voies publiques et entrave à la circulation
- Fabrication, recel d'engins et d'ustensiles inflammables et jet de ces engins et ustensiles contre les biens d'autrui
- Jet de corps durs et violences aggravées contre un fonctionnaire agissant dans l'exercice régulier de ses fonctions
- Détention, diffusion, vente et exposition publique de compact discs de nature à troubler l'ordre public
- Provocation de troubles et désordre sur la voie publique
- Appartenance à une bande, participation à une



**“Il nous faut obtenir un résultat positif. Les gens doivent savoir que la lutte pacifique n'est pas vaine.. sinon ca sera catastrophique....”**

Adnane Hajji

entente en vue de préparer une atteinte contre des particuliers ainsi que des biens publics et privés et participation à une rébellion par des discours tenus dans des lieux et réunions publics par placards, affiches et écrits imprimés.

Les avocats ont affirmé que

A. Hajji a été contraint de signer les procès-verbaux sans les lire.

A la demande des avocats qui assistaient l'accusé (Mes Ayachi Hammami, Ridha Rawadi, Tijani Amara, Hussein Tabbassi, Ali Kalthoum, Chawki Zouari) l'interrogatoire a été

reporté au jeudi 26/06/08 à 15 h.

Le juge d'instruction a placé Adnane Hajji sous mandat de dépôt.

Les mêmes chefs d'accusation ont été lancés contre 13 citoyens sous mandats de dépôt à la prison civile de Gafsa.

De même pour Bechir Labidi, Adel Jayar, Boujemaa Chraïti, Tarek Alimi et Ridha Hmaïdi considérés comme « se trouvant en fuite » .

23 juin 2008

Comité national de soutien aux populations du Bassin minier

Messoud Romdhani  
Abderrahmane Hedhili

# ARRESTATION DU PORTE-PAROLE DU MOUVEMENT DE PROTESTATION DU BASSIN MINIER DE GAFSA, M. ADNÈNE HAJJI.

La police Tunisienne a procédé, le dimanche 22 juin 2008 vers deux heures du matin, à l'arrestation de M. Adnène Hajji, secrétaire général du syndicat de l'enseignement de base de Redaïef et l'un des principaux animateurs du mouvement de protestation au bassin minier de Gafsa. Son épouse. Mme Jomâa Hajji s'est présentée au poste de police de Redaïef pour demander des nouvelles de son mari et lui procurer ses médicaments. Les policiers ont nié son arrestation et ont refusé de prendre son médicament.

Par ailleurs, les militants les plus engagés pour « le Combat pour la dignité » sont recherchés par la policière et par l'armée. Ils'agit notamment de Adnène Hajji, Béchir Labidi, Taïeb Ben Othmane, Hassen Ben Abdallah, Belgacem Ben Abdallah, Adel Jayyar, Tarek Halimi, Boujemaâ Chraïti.... C'est ainsi que la police a effectué cette nuit du 22 juin 2008, une descente au domicile du syndicaliste de M. Béchir Labidi et a interpellé, à sa place, son fils Ghassen. D'autres descentes similaires ont eu lieu aux domiciles de Adel Jayyar, Taïeb Ben Othmane, Béchir Labidi et Tarek Halimi et d'autres

syndicalistes et militants du mouvement.

Depuis le 6 juin dernier, date de la mort par balles du jeune Hafnaoui Maghzaoui, et la blessure de 27 autres, dont plusieurs gravement, la ville de Redaïef vit sous le contrôle de la police et de l'armée : ses quartiers et rues sont occupés par les forces de l'ordre qui provoquent et humilient la population dont une partie préfère se réfugier dans les montagnes limitrophes. Des arrestations et des détentions au secret sont signalées, des dizaines de condamnations à l'emprisonnement ont été prononcées lors de procès iniques.....

Encore une fois, en réponse aux revendications légitimes de la population, le pouvoir

tunisien répond par la répression pour faire taire toute expression et toute velléité de lutte pour les droits fondamentaux à l'emploi et à la justice sociale.

Le CRLDHT dénonce cette nouvelle escalade de violence exercée à l'encontre de la population de Redaïef, paralysée par un impressionnant arsenal répressif afin d'interdire la moindre manifestation pacifique et mettre un terme à ce combat de la dignité.

Il appelle à la libération immédiate de M. Adnène Hajji et à l'arrêt de la politique de chasse à l'homme qui vise les animateurs du mouvement de protestation pacifique.

Il s'élève contre cet état de siège non déclaré que vit le

bassin minier de Gafsa et notamment la ville de Redaïef et appelle à une campagne de solidarité internationale pour la libération de tous les détenus

Il salue le combat de toutes ces femmes et tous ces hommes, là où ils sont, qui honorent la Tunisie et leur exprime son engagement total à leurs côtés.

C.R.L.D.H. Tunisie  
Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie  
Membre du Réseau Euro méditerranéen des Droits de l'Homme  
21 ter rue Voltaire – FR-75011 PARIS - Tel/Fax : 00.33.(0)1.43.72.97.34  
contact@crlidht.org / www.crlidht.org



# ARRESTATION DU SYNDICALISTE ADNANE HAJJI. D'AUTRES ANIMATEURS DU MOUVEMENT SONT RECHERCHÉS PAR LA POLICE.

**L**a nuit dernière, la police tunisienne a arrêté le syndicaliste et animateur du mouvement du bassin minier à Redeyef Adnane Hajji. Sa femme, Mme Jomâa Hajji, s'est déplacée ce matin au poste de police de Redeyef pour demander de ses nouvelles. La police a nié son arrestation et refusé de lui remettre ses médicaments. Adnane Hajji souffre d'une insuffisance rénale. Plusieurs dizaines de syndicalistes et animateurs du mouvement à Redeyef sont activement recherchés par la police.

Durant la nuit du 21 au 22 juin, la police a effectué une descente au domicile du syndicaliste Béchir Labidi. Ce dernier n'étant pas chez lui, elle a arrêté son fils Ghassen pour l'interroger sur le lieu où pouvait se trouver son père. Il a été relâché après un tabassage en règle. Le domicile de

Tarek Hlaïmi a subi le même sort, la police a arrêté son frère puis l'a libéré.

Au cours de la même nuit, des opérations similaires ont eu lieu aux domiciles de Adel Jayar, Tæïb Ben Othmane et d'autres syndicalistes et militants du mouvement.

Depuis la répression dans le sang du mouvement à Redeyef le 6 juin dernier, qui s'est soldée par un mort et 27 blessés, des arrestations et des enlèvements ont lieu quotidiennement. Hier, 21 personnes ont comparu devant le juge d'instruction à Gafsa, parmi elles se trouvaient des personnes dont on était sans nouvelles depuis plusieurs jours. C'est le cas du photographe Mahmoud Raddadi disparu depuis le 9 juin.

Par cette nouvelle vague d'arrestations, le pouvoir tunisien semble décidé à en finir avec le mouvement social du bassin minier de Gafsa, qui s'est étendu récemment à Fériana, ville

du gouvernorat limitrophe de Kasserine.

Malgré la répression le mouvement rencontre de plus en plus de soutien en Tunisie. Une réunion publique a été organisée par le comité national de soutien à Tunis vendredi 13 juin, ainsi que des rassemblements de syndicalistes devant le siège de l'UGTT.

D'autre part, les femmes de Redeyef ont tenté à plusieurs reprises de se rassembler hier, elles ont été dispersées par la police. Aujourd'hui, elles ont réussi à se rassembler pour protester contre la répression sauvage des forces de l'ordre.

Le comité de Paris de soutien aux habitants du bassin minier de Gafsa :

- dénonce les arrestations et les procès visant à criminaliser les luttes pacifiques de ces populations pour leur droit au travail et à une vie meilleure.

- exige la libération immédiate de Adnane Hajji et de toutes les personnes emprisonnées pour leur participation au mouvement, et l'arrêt des poursuites contre tous les autres animateurs.

- appelle les organisations syndicales, politiques et associatives à accroître leur solidarité avec les luttes de la population du bassin minier en participant aux différentes initiatives qui seront organisées les 5 et 10 juillet à Paris.

Paris, le 22 juin 2008  
Comité de soutien aux Habitants du bassin minier de Gafsa

# LA LTDH EXIGE LA LIBÉRATION DES SYNDICALISTES DÉTENUS

**L**e militant syndicaliste Adnane Hajji, porte-parole du mouvement de protestation à Redeyef a été déféré lundi 23 juin 2008, devant le juge d'instruction près le Tribunal de première instance à Gafsa. L'interrogatoire a été reporté à ce jeudi 26 juin à 15H, sur la demande des avocats de M. Hajji. Un mandat de dépôt a été émis à l'encontre de Adnane Hajji sur la base des infractions suivantes :

- Etablissement d'une entente en vue de préparer une atteinte contre des particuliers ainsi que des biens publics et privés
- Dégradation délibérée de biens d'autrui
- Occupation des voies publiques et entrave à la circulation
- Fabrication, recel d'engins et d'ustensiles inflammables et jet de ces engins et ustensiles contre les biens d'autrui
- Jet de corps durs et violences aggravées contre un fonctionnaire agissant dans l'exercice régulier de ses fonctions
- Détention, diffusion, vente et exposition publique de compact discs de nature à troubler l'ordre public
- Provocation de troubles et de désordres sur la voie publique
- Appartenance à une bande, participation à une entente en vue de préparer une atteinte contre des particuliers ainsi que des biens publics et privés et participation à une rébellion

par des discours tenus dans des lieux et réunions publics par placards, affiches et écrits imprimés.

M. Hajji a affirmé avoir été victime de torture. Ses avocats ont affirmé qu'il a été contraint à signer les procès-verbaux sans les lire.

Les mêmes chefs d'inculpation ont été retenus contre treize autres personnes faisant elles aussi objet de mandats de dépôt à la prison civile de Gafsa. Deux autres personnes poursuivies restent en liberté.

Pour les mêmes faits, nombre d'autres personnes sont considérées en état de fuite, parmi lesquelles : Béchir Labidi, Adel Jayyar, Ridha Hmaïdi, Tarek 'Alimi et Boujemaâ Chraïti.

Rappelons que M. Adnane Hajji a été arrêté dans la nuit du samedi à dimanche lors d'une descente musclée effectuée chez lui par un nombre impressionnant des forces de police. Dans la même nuit, des descentes ont été effectuées chez Béchir Labidi, Taieb Ben Othmane, Adel Jayyar et d'autres encore.

Par ces agissements, les autorités confirment une fois encore la logique de l'escalade et des procédures répressives pour tout traitement de la crise sociale qui secoue le Bassin Minier. Après avoir répondu par des tirs à balles réelles contre des citoyens qui manifestaient pour des

conditions de vie dignes, tuant le jeune Hafnaoui Maghzaoui le 6 juin ; après avoir imposé un blocus total autour de la ville de Redeyef mobilisant l'armée et toutes sortes de forces de police, les autorités ont multiplié descentes, arrestations et procès...

Maintenant, elles procèdent à une chasse à l'homme visant les acteurs qui ont joué un rôle capital dans l'encadrement et dans la préservation du caractère pacifique des mouvements de protestation.

M. Adnane Hajji ainsi que les autres syndicalistes ont été arrêtés une première fois le 7 avril dernier. Ils ont tous été torturés avant d'être relâchés le 10 avril sans qu'aucune accusation ne soit retenue contre eux. Ces derniers jours, les arrestations se sont multipliées contre les jeunes de Redeyef notamment. Nombre d'entre eux ont été déférés devant le tribunal de Gafsa et continuent à subir des interrogatoires. D'autres, originaires des villes de M'dhilla, Oumlarayes, Metlaoui et Redeyef, ont vu leurs dossiers transférés devant la Chambre correctionnelle.

Dans le gouvernorat de Kasserine, la Chambre correctionnelle a prononcé le 17/06/08 des jugements allant jusqu'à un an de prison à l'encontre de cinq jeunes ayant participé aux mouvements de protestation qui se sont déroulés dans la ville de Feriana le 2 juin. Il s'agit en l'occurrence, d'un

rassemblement organisé notamment par les diplômés chômeurs revendiquant le droit au travail et une répartition juste de la richesse nationale. La même Chambre correctionnelle devait prononcer le 24 juin des jugements de même nature touchant un autre groupe de jeunes..

Le Comité directeur de la LTDH exprime sa solidarité avec les détenus et leurs familles. Il condamne cette escalade grosse de tous les dangers et exige la libération de tous les détenus et l'arrêt des procès et des poursuites en cours engagées à la suite des derniers mouvements.

Il appelle les autorités :

- à chercher une sortie de la crise par l'engagement d'un dialogue avec les militants, les syndicalistes et les citoyens ;
- à trouver des solutions urgentes aux problèmes du chômage, de la pauvreté et de la détérioration de l'environnement dans le Bassin minier comme dans d'autres régions du pays ;
- à lever le blocus autour des villes du Bassin minier ;
- et à mettre un terme à la tension insupportable qui règne dans la région.

Tunis, 23 juin 2008  
Pour le Comité directeur

Mokhtar Trifi

# INFOS - LUTTES DES POPULATIONS DU BASSIN MINIER

**A**rrestation le 16 juin 2008 du jeune Mustafa Ben Othman dans la région de Bir Lahfay alors qu'il était sur le chemin du retour à Redeyef. Hafnaoui fait partie des diplômés chômeurs que l'on a fait délibérément « échouer » au concours du CAPES en raison de leurs activités syndicales à l'Université et ayant décroché un emploi ces derniers temps à la suite des négociations avec le Comité avant son arrestation.



“A défaut de travail, la protestation des chômeurs est légitime”

Par ailleurs, quatre jeunes ont été « coursés » par la police à la cité Al Oummal à Redeyef dans l'intention de les arrêter.

Les militants des droits humains se disent inquiets quant à l'éventualité d'une campagne de vastes arrestations qui pourrait toucher des centaines de personnes rien que dans la ville de Redeyef.

Une fois encore, le Comité appelle les autorités à assumer leurs responsabilités et à se pencher sur la solution des problèmes de chômage et de développement qui minent la région, à ouvrir le dialogue avec les représentants des populations locales et à renoncer aux méthodes sécuritaires qui ne peuvent qu'envenimer la situation.

2. Mise en place d'un Comité de soutien aux populations du Bassin minier à Tozeur : Un groupe de syndicalistes et de

militant politiques de Tozeur ont constitué un Comité local de soutien aux populations du Bassin Minier. Il s'agit de :

Mohamed Hédi Hamda ; militant politique et des droits humains ; Choukri Dhouibi, président de la section Tozeur-Nefta de la LTDH ; Mohamed Ali Hadfi, membre de l'Union régionale UGTT ; Abdelkaderr Kimami, enseignant et syndicaliste ; Lotfi Hamda, membre du syndicat régional de l'enseignement de base ; Mongi Aloui, militant politique et défenseur des droits humains ; Hichem Bouattour, membre de la section de la LTDH et militant politique ; Abderrahmane Belouja, militant politique et défenseur des droits humains ; Abdelkader Tabbabi, militant politique et défenseur des droits humains.

Une grève de la faim de solidarité. Solidaire avec les

jeunes arrêtés à Feriana, un groupe de militant a engagé une grève de la faim d'une journée pour réclamer leur libération. Les grévistes sont : Afaf Ben Nasr, Jomii Zidi, Ammar Amroussia, Fahem Boukaddous, Raouf Mezioud, Habib Tabbassi, Fethi Titay, Nadhem Abdelli, Bassam Jaouadi, Jalal Bekkari, Ghzila Mhammdi, Faten Khelifa, Rached Abdaoui, Rabii Tabbassi.

Condamnations. La Cour de première Instance de Gafsa a prononcé les peines suivantes à l'encontre des prévenus dans le cadre des mouvements de Feriana :

1 ans de prison ferme pour Hussein Sellami, Nouredine Rhimi, Mohamed Ouajdi Saadaoui, Mohamed Salah Tlili et Soufiane Ltifi. Selon des informations recueillies auprès des familles les jeunes condamnés auraient entre 19

et 21 ans.

Un groupe de quatre personnes composé de syndicalistes et de membres des familles des condamnés a entamé une grève de la faim pour réclamer la libération des détenus et l'annulation des peines prononcées à leur encontre.

Pétition. Le Comité a reçu une pétition comportant un grand nombre de signatures de la part de militants et de citoyens de la ville de Regab exprimant leur solidarité avec les populations du Bassin minier de Gafsa et dénonçant les mesures sécuritaires prises à leur encontre et appelant toutes « les consciences libres respectueuses de la dignité de vivre à se tenir à leurs côtés » Pour le Comité National de soutien aux populations du Bassin minier

Messaoud Romdhani

# DÉCLARATION UNITAIRE (SYNDICATS, ASSOCIATIONS, PARTIS)

Depuis plus de cinq mois maintenant, les habitants de la région du bassin minier de Gafsa au sud-ouest de la Tunisie mènent un mouvement de protestation contre la corruption et les conditions injustes d'accès à l'emploi. Parti de la contestation des méthodes de recrutement de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) il s'est transformé en une véritable révolte pour le droit de vivre dignement posant dans sa globalité la question sociale dans une région particulièrement défavorisée : l'emploi, la redistribution des richesses, la cherté de la vie, la corruption...

Les différentes formes de contestation pacifique ont impliqué des chômeurs, des ouvriers et employés, des travailleurs de la sous-traitance privée et du secteur public, des syndicalistes, des veuves de mineurs, des diplômés sans emploi, des jeunes élèves et étudiants...

Face à cela, les pouvoirs publics comme la CPG, principal employeur et principal acteur économique de la région, ont pratiqué une gestion du mécontentement par l'étouffement. Un blocus médiatique a été appliqué aux événements et des renforts de plusieurs milliers d'agents de l'ordre ont été dépêchés pour encercler le bassin minier. La région a été coupée du reste du pays pendant des mois, subissant des opérations de répression répétées qui ont notamment causé la mort dans le hameau de Tabeddit d'un jeune chômeur (Hicham al-Alaymi) participant à un sit-in. Il a été également procédé à des dizaines d'arrestations, de tabassages, de mises à sac de domiciles...

La semaine dernière, une

offensive policière d'une grande violence a été menée contre la ville de Redeyef. Une vaste campagne d'arrestations, des tirs à balles réelles, des menaces et des mises à sac de domiciles privés et de boutiques ont semé l'épouvante et la colère dans la ville durant deux nuits. Cela s'est soldé par un mort par balle (Hafnaoui Bel-Hafnaoui) et au moins 26 blessés dont 17 graves ainsi que par la fuite d'un nombre important d'habitants vers les montagnes environnantes. A partir du vendredi, 6 juin, au soir les véhicules blindés de l'armée ont pris position dans l'ensemble de la ville.

Aujourd'hui, le mouvement n'a toujours pas montré de signes d'essoufflement après cinq mois de blocus. La mobilisation est au contraire plus large et mieux organisée. Surtout, elle commence à déborder la région minière de Gafsa vers d'autres régions du pays (notamment dans la région de Kasserine plus au nord). Elle trouve également un écho dans les révoltes de Sidi Ifni au Maroc, et dans une exaspération populaires contre la pauvreté et la cherté de la vie un peu partout au Maghreb.

Face à cette situation extrêmement inquiétante, les organisations syndicales, associations et partis politiques signataires réunis à Paris, affirment leur détermination à suivre de près l'évolution des événements dans cette région. Ils affirment leur soutien aux habitants du bassin minier et à leurs revendications. Elles condamnent la politique répressive des autorités tunisiennes vis à vis des mouvements sociaux et syndicaux. Elles tiennent à rappeler que cette politique hostile à la liberté d'expression et d'organisation et en infraction

avec les lois et conventions de défense des droits, bénéficie de la complicité des plus hautes autorités françaises (déclarations de N. Sarkozy lors de sa dernière visite en Tunisie).

Plus largement, les signataires considèrent que les autorités françaises et l'Union Européenne ont une lourde responsabilité dans cet état de fait. Le partenariat euro-méditerranéen, fondé essentiellement sur une zone de libre-échange néo-libérale, a aggravé la situation des pays concernés. Dans ce contexte de crise grave les états européens et l'Union se doivent de réévaluer d'urgence le fond de leur politique afin de montrer aux pays de la rive sud une volonté de véritable coopération d'intérêt mutuel et d'apporter une contribution positive aux attentes sociales et aux exigences du développement dans toutes ses dimensions.

Ils demandent d'urgence :

- L'évacuation immédiate des troupes policières disposées dans la région et dans la ville de Redeyef en particulier.

- La libération de l'ensemble des personnes arrêtées dans le cadre du mouvement et l'arrêt des poursuites à leur rencontre.

- La reprise de négociations en vue d'aboutir à des mesures concrètes et rapides d'allègement de la situation de pauvreté et d'injustice que subit la population de la région. Ces négociations ne peuvent se faire qu'avec les négociateurs choisis par la population.

- La levée du blocus imposé à Redeyef, qui est en train de devenir une menace pour l'approvisionnement en aliments et en produits de première nécessité, y compris de lait pour bébé. Cela a été aggravé par les saccages de boutiques d'alimentation dont ce sont

rendu coupables des membres des forces de police

- La mise en place des conditions d'une enquête indépendante et transparente afin de faire toute la lumière sur les violences policières ayant coûté la vie à aux moins deux personnes et fait un grand nombre de blessés.

- Les signataires expriment par ailleurs leur entière solidarité à la communauté des migrants originaires de Redeyef à Nantes qui mènent un mouvement en solidarité avec la population du bassin minier et dont 12 personnes ont entamé une grève de la faim ouverte à partir du mardi

Premiers signataires :

Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM); Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF); Association des Tunisiens en France (ATF); ATTAC; Cedetim; Comité pour le respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT); Confédération Nationale du Travail (CNT); Corelso; Ettajdid France; Fédération Syndicale Unitaire (FSU); Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR); Forum Action Citoyen et Solidarité; Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés; Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR); Ligue des Droits de l'Homme (LDH); Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP); Parti Communiste Français; Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie (PCOT); Parti Démocrate Progressiste - Tunisie/France (PDP); Parti Socialiste Unifié - Maroc/France; Rassemblement des Associations Citoyennes des Originaires de Turquie (RACORT); Solidarité Algérienne en Europe; Syndicat de la Magistrature; Union Syndicale Solidaires; Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens; Réseau No-Vox; Les Verts; La Voie Démocratique;

# BASSIN MINIER

## DÉCLARATION DU BUREAU

### EXÉCUTIF DE L'UGTT

**L**e Bureau Exécutif de l'UGTT réuni, samedi 07 juin 2008, en séance extraordinaire, sous la présidence du Camarade Abdesslem JERAD Secrétaire Général, exprime sa vive préoccupation quant à la situation sociale qui prévaut dans le gouvernorat de Gafsa particulièrement dans le bassin minier.

Tout en œuvrant à contribuer, de par sa position, à rechercher les moyens et les mécanismes idoines qui permettent de traiter les tentions sociales, le Bureau Exécutif:

#### Premièrement

Rappelle que le droit au travail est un droit légitime

stipulé dans les conventions internationales et la constitution du pays. Le Bureau Exécutif réaffirme que l'égalité d'accès à l'emploi demeure le choix le plus approprié pour éviter certains aspects de favoritisme qui ont un impact négatif sur les personnes sans travail et particulièrement les diplômés de l'enseignement supérieur.

#### Deuxièmement

Réaffirme que certaines régions du pays sont restées privées des investissements générateurs d'emplois, qu'ils soient nationaux ou étrangers, et ce en dépit des multiples incitations et encouragements. Ce qui fait de la promotion des projets dans les régions concernées une responsabilité exclusive de

l'État pour un développement équitable et durable.

#### Troisièmement

Tout en rappelant que la garantie d'une société saine est étroitement liée à la liberté d'expression et d'opinion ainsi qu'à toutes formes de protestation pacifiques, conformément aux législations nationales, le Bureau Exécutif réitère que les moyens de dépassement et de traitement des tensions sociales ne doivent aucunement être constitués de solutions sécuritaires. Ces moyens doivent comporter l'élargissement du champ de dialogue et l'association de toute les parties dans le fait social loin de la violence qui ne peut qu'aggraver la situation et la rendre plus compliquée.

#### Quatrièmement

Le Bureau Exécutif réitère son appel à toutes les parties à plus de sagesse et demande la libération des personnes arrêtées pour permettre de trouver les solutions les plus à même d'impulser un dialogue sérieux et responsable sur la réalité de l'emploi et ses perspectives dans la région. Solutions qui aideraient à réduire l'acuité des tensions concomitamment avec le démarrage des consultations locales, régionales et nationale sur l'emploi.

Tunis, le 7 Juin 2008

Pr/ Le Bureau Exécutif de l'UGTT

Le Secrétaire Général  
Abdesslem JERAD



# LES FORCES DE L'ORDRE TIRENT À BALLES RÉELLES ET ASSASSINENT UN JEUNE MANIFESTANT

**L**es forces de l'ordre tirent à balles réelles et assassinent un jeune manifestant - L'armée est déployée dans la ville de Redeyef

La ville de Redeyef\* a vécu hier une répression sanglante, la police a tiré à balles réelles sur les manifestants. Le bilan est lourd : un mort, Hafnaoui Ben Ridha Hafnaoui Maghzaoui, tué par une balle dans le dos, et 25 personnes blessés par balles.

Pendant ces dernières 24 heures, Redeyef a été la scène d'une véritable mise à sac accompagnée d'un pillage (vols d'argent et de biens) de nombreuses demeures et commerces par des policiers.

Le déchaînement de la police contre les manifestants et la population de la ville de Redeyef marque un tournant grave dans la politique répressive du régime tunisien contre le mouvement du bassin minier.

Depuis hier soir, l'armée est déployée dans la ville et des véhicules militaires ont pris position de ses rues.

Le mouvement de contestation dans la région du bassin minier de Gafsa dure depuis le début du mois de janvier 2008. Il a été porté par une

large mobilisation des villes du bassin minier (Oum El Arayes, Mdhilla, Mélaoui et Redeyef). Cette mobilisation a porté sur l'état de délabrement de la région en matière d'emplois (le taux de chômage dans la région est l'un des plus forts en Tunisie) et la nécessaire prise en charge par l'Etat de tous les laissés pour compte (veuves de mineurs, handicapés du travail, travailleurs licenciés, chômeurs avec ou sans diplômes...).

Loin de s'essouffler, le mouvement s'est étendu à d'autres régions limitrophes. La semaine dernière, c'est au tour des villes de Fériana et Majel Belabess dans le gouvernorat de Kasserine de rejoindre la lutte pour les mêmes revendications.

Cet étendu est la conséquence directe du mouvement survécu dans le bassin minier que le régime ne peut accepter.

L'acharnement du pouvoir sur la population et cette violence, dénote de l'incapacité de ce régime de résoudre le quotidien des tunisiens.

Après plusieurs mois d'encerclement policier des villes du bassin minier et la répression violente des manifestants ce vendredi, les autorités décrètent le couvre feu dans la ville de Redeyef.

Il est toutefois nécessaire de rappeler que la Tunisie a vécu des événements douloureux dans son histoire récente, suite à l'appel à la grève générale par la centrale syndicale UGTT le 26 janvier 1978, sous le commandement de l'actuel président tunisien Zine el Abidine Ben Ali, alors directeur de la sûreté nationale.

La montée en puissance de la contestation sociale dans tous les secteurs de l'économie, le réveil d'une contestation syndicale, la multiplication des grèves, l'organisation de la jeunesse diplômée sans emploi et l'incapacité du régime tunisien de répondre aux revendications de ces mouvements autrement que par la répression, prouve bel et bien que le "miracle tunisien" est un leurre.

Dénonçons la répression sanglante qui s'abat sur les habitants du bassin minier de Gafsa.

Nous demandons :

- l'arrêt de la répression qui s'abat sur la région du bassin minier. Ce qui passe par le retrait immédiat des dispositifs policiers et militaires déployés dans la région.

- La libération des détenus et l'annulation des procès et des poursuites à l'encontre

des manifestants du bassin minier.

- L'ouverture d'une enquête indépendante et la poursuite des auteurs et des responsables de la répression qui a entraîné plusieurs morts et blessés depuis le début du mouvement.

- Le retour à la table de négociation avec le comité représentant la population, et trouver des solutions aux revendications urgentes, en particulier l'emploi.

- L'adoption d'une politique de développement durable, qui met fin aux problèmes que vit la région (chômage, développement, pauvreté pollutions etc.)

- Nous appelons les organisations syndicales, politiques, associatives à nous rejoindre pour soutenir la lutte des populations du bassin minier et que cessent la répression sanglante du régime de Ben Ali.

Paris, le 7 juin 2008  
Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa

C/o FTCCR, 3 rue de Nantes  
75019 Paris

# LA LUTTE DE LA POPULATION DU BASSIN MINIER DE GAFSA CONTINUE... ET S'ÉLARGIT À D'AUTRES RÉGIONS !

La politique du pire vient encore de tuer : un véhicule de la garde nationale pourchassant de jeunes manifestants a mortellement heurté le jeune Nabil Chagra.

Haytham Smadah a été plongé dans un coma profond pendant deux jours à la suite des coups de matraque répétés qu'il a reçus sur la tête et au visage. Le mouvement social qui secoue le bassin minier de Gafsa depuis le début du mois de janvier 2008 continue à faire tâche d'huile. La mobilisation s'étend aux villes limitrophes du gouvernorat de Kasserine qui connaît à son tour des manifestations contre la détérioration des conditions de vie et un chômage endémique. Les populations de cette région ne cessent d'exprimer leur ras-le-bol des politiques antisociales qui hypothèquent l'avenir de la jeunesse, avec ou sans diplômes.

La révolte sociale qui a commencé dans le bassin minier depuis le début de l'année ne cesse de prendre de l'ampleur : après Redeyef et Oum Larayes, le mouvement a gagné Metlaoui qui a vécu tout au long de la semaine dernière au rythme des manifestations de rue et des sit-in organisés par les chômeurs de la ville. Les autorités ont répondu comme à leur habitude par la répression. L'aveuglement et l'absence

de volonté de négociation de la part des autorités locale et nationale avec les représentants des mouvements sociaux pour sortir de la crise sont patents. En attendant, ces régions oubliées du « miracle tunisien » s'enfoncent depuis des décennies dans la désolation et le chômage qui atteint des taux encore plus élevés par rapport au reste du pays. La révolte populaire est venue crier cette vérité et mettre au grand jour la grande illusion des « politiques d'investissement » affichées par le régime.

L'option sécuritaire et le recours systématique à la violence face aux manifestants ne cessent de faire des victimes : après la mort, le 6 mai 2008, de Hichem Ben Jeddou, un autre jeune homme, Haytham Smadah a été plongé dans un coma profond pendant deux jours à la suite des coups de matraque reçus sur la tête et au visage. La politique du pire vient encore de tuer : lors d'une manifestation de rue, lundi, 2 juin, un véhicule de la garde nationale pourchassant de jeunes manifestants a mortellement heurté le jeune Nabil Chagra, qui, blessé, gisait par terre à cause d'une collision avec un autre véhicule qui précédait celui de la garde nationale.

La contestation et les affrontements s'élargissent à d'autres régions comme la ville de Fériana dans le gouvernorat

de Kasserine où, encore et toujours, face à la colère des manifestants, seule la brutalité policière semble être la réponse du régime tunisien.

Dans cette ville, où le chômage bat des records, un rassemblement pacifique organisé par les chômeurs le 2 juin s'est heurté aux interventions des forces de police. Auparavant, les milices du parti avaient agressé et roué de coups le syndicaliste et responsable du PDP, Atef Zaïri qui a été transféré à l'hôpital dans un état critique. La confrontation entre les manifestants et les forces de police qui ont eu recours aux bombes lacrymogènes a duré toute la journée du lundi 2 juin 2008.

Nous tenons à présenter nos condoléances à la famille et aux proches de Nabil Chagra.

\* Nous renouvelons notre soutien aux revendications urgentes et légitimes de la population de ces régions et déplorons l'absence de volonté gouvernementale de négociation avec les acteurs de ce mouvement - jeunes, travailleurs, chômeurs, veuves de mineurs, handicapés du travail - afin de trouver des solutions justes et sortir d'une situation qui devient chaque jour plus explosive.

\* Nous exigeons que cessent

les brutalités policières ainsi que l'encerclement des villes minières par les forces de police.

\* Nous réclamons l'arrêt des poursuites contre les manifestants.

\* Nous dénonçons le réflexe sécuritaire comme seule politique face aux revendications sociales, la violation du droit de grève et de rassemblement garantis par la constitution tunisienne et l'omerta médiatique autour de ces événements.

\* Nous exigeons l'ouverture d'une enquête indépendante sur les circonstances qui ont conduit à la mort tragique des deux jeunes manifestants : Hichem Ben Jeddou et Nabil Chagra,

\* Nous appelons toutes les forces politiques, syndicalistes et associatives à soutenir les populations en lutte contre la misère, la discrimination et la répression, pour le droit au travail et à des conditions de vie dignes.

Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa

Paris, le 3 juin 2008

C/o FTCT, 3 rue de Nantes  
75011 Paris – Tel. 01 46 07 54  
04 - Fax. 01 40 34 18 15

# BOUCLAGE POLICIER DE LA VILLE MINIÈRE DE "OM LARAYES"

Le Comité national de soutien aux populations du bassin minier exprime sa préoccupation et sa profonde inquiétude de la poursuite du bouclage policier de la ville d'OUUM LARAYES qui dure depuis trois jours.

La ville étouffe sous une forte pression policière qui ne fait qu'alimenter les protestations et les confrontations des habitants avec les forces de police.

Des témoins présents sur place relatent que la ville est couverte par des fumées noires dégagées par la quantité impressionnante de gaz lacrymogène déversée sur la ville et par les incendies de pneus.

Le Comité national a été informé par les habitants que les gaz lacrymogènes n'ont épargné ni les quartiers résidentiels, ni les maisons, ni les écoles. Des dizaines de cas d'asphyxie, d'étouffement et de perte de connaissance ont été enregistrés. Les violences policières se sont abattues sur l'ensemble de la population sans distinction d'âge.

Ce tourbillon de violence qui dure depuis plusieurs jours a littéralement paralysé tout mouvement dans la ville d'OUUM LARAYES : les élèves ont déserté écoles et collèges ; les commerces et magasins ont baissé leurs rideaux et même les services publics ont fermé.

Partéléphone, l'un des habitants nous a appris qu'il ne trouve plus un endroit où se procurer du lait pour son nourrisson.

Face à cette escalade de violence extrêmement grave contre la population de toute une ville, le Comité national de soutien aux populations du bassin minier :

exprime sa pleine et entière solidarité avec les habitants d'OUUM LARAYES ;

exige des autorités l'arrêt de toutes les formes de

provocation policière, de violences, d'arrestations, descentes policières et la levée immédiate du bouclage policier que subit les populations ; appelle les autorités à faire revenir le calme par l'ouverture d'un dialogue avec toutes les composantes de la société civile en vue de trouver des portes de sortie et des solutions pour les problèmes pendants dont le

plus culminant est le chômage endémique qui touche de larges couches de la population.

Le 9 mai 2008

Pour le Comité de soutien aux habitants du bassin minier en Tunisie

Messoud Romdhani



le droit à l'emploi pour le fils de l'ouvrier et du pauvre

## TUNISIE

UN VENT DE RÉVOLTE SOUFFLE SUR  
LE BASSIN MINIER DE GAFSA

**D**epuis le début de l'année, un large mouvement de contestation populaire a embrasé plusieurs villes du bassin minier de Gafsa\*. Cette région défavorisée comme plusieurs autres régions laissées pour compte, connaît un taux de chômage très élevé. Il s'établit autour de 30%, soit le double de la moyenne nationale. Le minerai de phosphates constitue la richesse du bassin minier, son extraction et les activités qui lui sont rattachées sont les principales activités économiques de la région. Paradoxalement, cette richesse ne profite pas à la population locale qui vit dans la misère. Les rejets toxiques générés par l'exploitation massive des mines de phosphates continuent de causer de graves dégâts sanitaires chez la population. L'activité agricole, jadis prospère, est aujourd'hui réduite à néant à cause de la pollution du sol et des eaux.

La publication, le 5 janvier 2008, des résultats du concours de recrutement de la compagnie des phosphates de Gafsa, principal employeur dans la région, a provoqué la colère de la population. Ces résultats

étaient entachés de favoritisme et de fraude. Le jour même, dans les principales villes du bassin minier : Redeyef, Oum Laârayes et M'Dhilla, plusieurs centaines de chômeurs soutenus par la population ont multiplié les formes de protestation (rassemblements, manifestations, occupations des locaux de la compagnie des phosphates, grève de la faim, etc.).

Tout au long des semaines qui ont suivi le mouvement n'a cessé de s'élargir et de s'organiser pour exiger le droit au travail, dénoncer la corruption et rejeter la politique défailante de l'Etat. Á Oum Laârayes, des chômeurs, des veuves de mineurs décédés suite à des accidents de travail ou des maladies professionnelles et des handicapés ont dressé des tentes où ils ont campé pendant plusieurs semaines, bloquant ainsi l'acheminement des phosphates par voie ferrée. Á Redeyef, le mouvement encadré par des militants syndicalistes a suscité l'adhésion de milliers d'habitants de la ville qui ont pris part aux meetings et aux manifestations.

Jouant la carte de l'essoufflement

du mouvement, le régime n'a apporté aucune réponse aux revendications de la population et a refusé d'engager de sérieuses négociations avec ses représentants. Bien au contraire, il a instauré un véritable blocus médiatique accompagné du déploiement d'un dispositif policier imposant aux alentours des principaux foyers de contestation.

La nuit du dimanche 6 avril 2008, la police a procédé à l'enlèvement de plusieurs jeunes de la ville de Redeyef sur la base de listes préétablies. Par la suite, ce fût l'arrestation de dizaines de personnes et des principaux animateurs du mouvement dont le porte parole, le syndicaliste, Adnane Hajji. Pendant plusieurs jours, les villes de Redeyef et Oum Laârayes ont été la scène de violentes confrontations entre les forces de l'ordre et la jeunesse révoltée.

Cette fois, la population n'a pas reculé devant la terreur, à Redeyef une véritable marée humaine, des milliers de personnes de tous âges, ont investi les rues de la ville pour réclamer la libération des détenus. Devant l'ampleur de cette mobilisation sans

précédant et l'élan de solidarité nationale et internationale le régime de Ben Ali a fini par reculer. Le soir du jeudi 10 avril, toutes les personnes arrêtées étaient libres. Ce fût une première victoire du mouvement du bassin minier.

Aujourd'hui, la population du bassin minier continue à se mobiliser pour exiger l'annulation des résultats du concours et l'ouverture de négociations sur l'emploi et le développement de la région.

Á l'occasion de la fête internationale des travailleurs, notre comité appelle le mouvement syndical et l'ensemble de l'opinion publique nationale et internationale à soutenir les luttes que mène la population du bassin minier de Gafsa pour l'emploi et la dignité.

Paris, le 1 mai 2008

Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa

## Le taux de chômage dans la région atteint environ 40%

# PREMIÈRE VICTOIRE DES MOBILISATIONS DANS LE BASSIN MINIER TUNISIEN DE GAFSA, CONTINUONS LA PRESSION !

Suite à la manifestation des femmes de Redeyef et au rassemblement hier de la population mobilisée devant le siège de la sous-préfecture (Motamadia), dans le bassin minier de Gafsa (Sud de la Tunisie), le gouvernement a cédé en soirée en libérant tous les jeunes qui avaient été arrêtés depuis dimanche. Néanmoins, il continue de retenir trois responsables syndicalistes sous les verrous : Adnane haji, secrétaire général du syndicat de l'enseignement de base de Redeyef, Tæïb Ben Othmane, membre du syndicat de l'enseignement de base de Redeyef, et Bechir Labidi, syndicaliste.

Le rassemblement d'hier s'était effectué en présence d'une délégation de 3 membres de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH), dont un membre du comité directeur, Abderrahmane Hedhili, et des présidents des sections de Kerouan et Jendouba. Le rassemblement avait donné lieu à plusieurs prises de parole publiques. Le sous-préfet interpellé avait d'abord accepté le principe d'une ouverture des négociations mais avait refusé que celles-ci se fassent en présence des représentants de la LTDH. Celles-ci n'ont donc pas eu



Le travail est un droit pour tout citoyen.. non à la corruption et à l'opportunisme

lieu. Les revendications des manifestants portaient sur la libération des personnes arrêtées, la fin du harcèlement par les nombreuses forces de police déployées dans la région, et l'ouverture de négociation avec les syndicats et toutes les composantes de la société civile impliquées dans les protestations.

Pour mémoire, le grondement populaire que vit le bassin minier de Gafsa à Métlouï, Redaïef et Moularès depuis plus de trois mois, a éclaté le 5 janvier 2008, jour de la publication de résultats du concours de recrutement professionnel au sein de la Compagnie de « Phosphate Gafsa », principal employeur de la région, des résultats considérés par l'ensemble de la

population comme frauduleux et basés sur le favoritisme. Depuis cette date, des grèves, manifestations, occupation de lieux symboliques par les chômeurs jeunes et moins jeunes, diplômés et non diplômés, ont été organisées partout dans cette région avec la participation de toutes les catégories socioprofessionnelles, sans distinction d'âge, ni de sexe ni de rang social. Certains responsables syndicaux locaux sont à la pointe de ce mouvement.

Dimanche 6 avril, une vague d'arrestations de jeunes gens et de responsables syndicaux (voir communiqué du 07 avril 08) a signifié le choix de la répression finalement effectué par les autorités tunisiennes

en réponse à ce mouvement.

Le Comité de soutien aux habitants du bassin minier de Gafsa appelle à la libération immédiate des trois responsables syndicaux qui restent emprisonnés et appelle à poursuivre la pression nationale et internationale qui s'exprime depuis le début des événements sur les autorités tunisiennes pour que toutes les revendications des populations mobilisées soient entendues.

Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa

C/o FTCT, 3 rue de Nantes  
75019 Paris

# APRÈS LA LIBÉRATION DES MILITANTS LA RÉPRESSION CONTINUE AU BASSIN MINIER

**A** PRES LA LIBERATION DES MILITANTS, LA REPRESSION CONTINUE LE SG DU PARTI AU POUVOIR RCD BOYCOTTE ET CHASSE DE REDEIF. LA SOLIDARITE A NANTES ET A PARIS

La lutte des mineurs et de leur famille du bassin minier de Gafsa ne s'épuise pas. La volonté du régime de réduire le mouvement, en emprisonnant dimanche et lundi des jeunes et des syndicalistes a tourné court. L'ensemble des personnes brutalisées par la police de Ben Ali et arrêtées, ont été libérées sous la pression de la vague de protestation qui a suivi ces arrestations aussi bien dans le bassin minier qu'à l'échelle nationale et internationale. Cette formidable solidarité

avec les revendications des mineurs et de leur famille ne doit pas être relâchée

Le secrétaire général du parti au pouvoir RCD qui s'est rendu sur place le 12 Avril 2008 à Rèdeyef, a été boycotté et chassé par la population, une riposte à la mesure de la provocation. Le régime voudrait calmer les esprits sans vouloir revenir négocier avec les leaders du mouvement, syndicalistes et société civile, pour répondre sérieusement aux revendications de toute la population de la région pour l'emploi, une vie digne et une meilleure répartition des richesses du pays. Après l'avoir arrêté et brutalisé, les autorités locales ont demandé à Adnane Hajji, secrétaire général du syndicat de l'enseignement de base de Rèdeyef et l'un des animateurs

du mouvement de protestation de les aider à ramener le calme. La réponse de Hajji a été de réclamer d'abord et avant tout la satisfaction des revendications. Ne relâchons pas la pression sur le régime de Ben Ali, réclamons la satisfaction de toutes les revendications légitimes.

A Nantes, plusieurs centaines de travailleurs et de jeunes originaires de la région ont manifesté en solidarité avec les événements du bassin minier. Ils ont reçu le soutien de la FTCR, de la ligue des droits de l'homme, de nombreuses associations maghrébines et partis politiques de l'opposition tunisienne (le PCOT et le PDP).

A Paris un rassemblement à l'initiative du comité de

soutien du bassin minier de Gafsa a été organisé Boulevard de Belleville ce dimanche de 14h à 17h. A cette occasion, Adnane Hajji est intervenu par téléphone pour expliquer le mouvement et ses revendications. De même, M. Massaoud Romdhani membre du Comité national de soutien au bassin minier de Gafsa est intervenu de la ville Kairouan pour expliquer le sens de la mobilisation nationale en faveur de la mobilisation en cours.

Paris le 13 Avril 2008

Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa

C/o FTCR, 3 rue de Nantes 75011 Paris



# LA RÉPRESSION S'ABAT SUR LA POPULATION DU BASSIN MINIER DE GAFSA

Une vague d'arrestations s'abat sur les populations du bassin minier mobilisées en un mouvement de protestation qui a embrasé la région de Gafsa. Ce mouvement qui dure depuis le mois de janvier, porte sur la question du chômage qui frappe de plein fouet cette région du sud-ouest tunisien, laissée pour compte du « miracle » Ben Ali. La police a procédé à des dizaines d'arrestations parmi les syndicalistes, les chômeurs et les jeunes, depuis dimanche 6 avril 2008. Après quelques hésitations, le régime policier de Ben Ali a violemment réprimé ce mouvement populaire de peur qu'il ne fasse tâche d'huile, tant le mécontentement est grand dans le pays.

Ce lundi 7 avril 2008, la police a procédé violemment à l'arrestation de dirigeants syndicaux de la région qui ont participé la veille à une

réunion de solidarité qui s'est tenue à Tunis. Adnane Hajji, Secrétaire général du syndicat de l'enseignement de base de Redeyef ; Taïeb Ben Othman enseignant syndicaliste; Boujemaa Echrayti secrétaire général du syndicat de la santé de Redeyef, ont été passés à tabac par la police et ensuite arrêtés. Adnane Hajji souffre d'une insuffisance rénale. Dès l'annonce de son arrestation, sa compagne a entamé une grève de la faim illimitée devant la section locale de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT). Malmenée par la police, elle est décidée à poursuivre son action jusqu'à la libération de son époux. Ce n'est pas un hasard si le pouvoir de Ben Ali s'acharne contre ces syndicalistes, ces derniers ont été à la pointe du mouvement de protestation. Dès aujourd'hui les enseignants, les ouvriers, les commerçants de la ville de Redeyef observent une grève de protestation.

Nous réclamons la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées.

Nous tenons le régime de Ben Ali pour responsable de tout ce qui peut advenir à toutes les personnes arrêtées.

Soutenons les luttes des mineurs du bassin minier de Gafsa et leurs familles

Exigeons la réalisation de toutes les revendications légitimes des travailleurs, des jeunes et des chômeurs de la région de Gafsa.

Liste provisoire des personnes arrêtées à Redeyef : Adnane hajji, secrétaire général du syndicat de l'enseignement de base de Redeyef, membre de l'union locale du Travail de Redeyef. Foued Khenaiissi. Adel Jayar, enseignant syndicaliste. Taïeb Ben Othmane, membre du syndicat de l'enseignement de base de Redeyef. Boujomâa

Chraïti, secrétaire général du syndicat de la santé de Redeyef. Ghanem Chraïti, étudiant. Sadok Ben Salah Jedidi, chômeur. Abdelwaheb Jedidi, chômeur. Sami R'hili, chômeur. Fayçal Dhaouadi, chômeur. Ameer Jedidi, chômeur. Fayçal Massi, chômeur. Lassâad Semmi, chômeur. Hassène Rahhali. Lassâad Zbidi. Mohamed Baya. Mohamed Bellakhdar. Fayçal Ben Amor. Abdelwaheb Ben Salah. Anis Majdi. Mohamed Ben Othmane. Mahmoud Chriti. Fathi R'hili. Issam Rguili. Rabiï Deguachi.

Paris, le 7 avril 2008

Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa

Courriel : bassin.minier@hotmail.fr C/o FTCT, 3 rue de Nantes 75011 Paris

## NON À LA CRIMINALISATION DES LUTTES SOCIALES

# GAFSA : LES FORCES DE L'ORDRE ÉVACUENT DE FORCE LES OCCUPANTS ...

Les forces de l'ordre ont procédé le soir du jeudi 13 mars 2008 à l'évacuation des chômeurs qui occupaient le siège de l'union locale de Redeyef de l'UGTT en les menaçant de recourir à la force. Le même scénario s'est reproduit le lendemain, vendredi 14 mars, pour obliger les militants à lever la tente qu'ils ont dressée face au même local afin de continuer leur mouvement de protestation.

Cette fuite en avant répressive s'inscrit dans la continuité du durcissement d'attitude adopté par les autorités vis-à-vis des revendications des habitants du bassin minier, durcissement qui s'est manifesté au début

de la semaine par la rupture des négociations engagées avec le comité représentant les chômeurs de Redeyef. Cela signifie manifestement que les autorités reviennent sur les engagements qu'elles ont pris lors des discussions avec le comité à la fin de la semaine précédente. Lors de ces négociations, elles se sont engagées à recruter 46 personnes parmi les familles de victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles qui étaient employées par la compagnie des Phosphates de Gafsa, à confier quatre contrats de sous-traitance de la compagnie à des diplômés chômeurs, l'emploi d'un certain nombre de diplômés chômeurs

dans l'administration publique..

Le Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa réitère sa solidarité totale avec les revendications légitimes des protestataires, il dénonce le recours des autorités aux mesures sécuritaires pour y répondre. Il exige des autorités :

- L'arrêt des harcèlements et intimidations dont sont victimes les militants du mouvement des chômeurs et la levée du siège policier appliqué à la ville de Redeyef et l'ensemble du bassin minier.

- Le retour à la table des négociations et la proposition

de solution concrètes au fléau du chômage et à la dégradation des conditions de vie dont souffre la région.

Le comité appelle toutes les militantes et tous les militants syndicaux, politiques et associatifs à apporter le soutien et la solidarité nécessaires aux habitants du bassin minier dans leurs luttes pour le droit au travail et à la dignité.

Le Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa- Paris



Les diplômés chômeurs de Om Laarayes revendiquent leur droit au travail

# GAFSA : DÉCLARATION DE SOUTIEN AUX HABITANTS DU BASSIN MINIER

Le mouvement de protestation dans le bassin minier de Gafsa se poursuit depuis maintenant plus de deux mois au cours desquels il s'est étendu jusqu'à toucher l'ensemble des villes minières de la région. La cause immédiate des manifestations en question est le résultat du processus de recrutement engagé cette année par la Société des Phosphates de Gafsa. Il est considéré par la population comme étant dépourvu de transparence et marqué par des manipulations frauduleuses déterminées par les connivences personnelles et le clientélisme, aux dépens de la considération des compétences ou des critères sociaux de priorité.

Mais bien au-delà de cela, c'est rapidement la situation sociale très dégradée de la région dans sa globalité qui a été en question. Marquée par un niveau de chômage très élevé, par une absence de politiques de développement et d'investissement effectives, par un fort niveau de pauvreté et par un degré de pollution perceptible alarmant, la situation de la région voit se renforcer les tensions sociales et s'approfondir un sentiment diffus d'injustice. C'est tout cela qui s'est exprimé lors des manifestations pacifiques qui se sont multipliées ces deux derniers mois : rassemblements et cortèges populaires, occupation des places publiques devant



“Nous voulons des emplois, non aux promesses et aux illusions”

des bâtiments officiels, installations de tentes permanentes dans les villes de Redeyef, Oumm Laarayas, Metlaoui et El-Mdhilla... Le but de ces initiatives étant d'attirer l'attention sur une condition critique devenue insupportable. Face à cela, les autorités n'ont fait montre d'aucune disponibilité à dialoguer avec les populations, ni n'ont entrepris de mesures urgentes à même de résoudre les problèmes les plus pressants. Au contraire, il semble que même les quelques canaux de négociation qui ont pu être ouverts et qui ont suscité quelque espoir dans la population aient été vite interrompus, laissant place à un regain de tension déterminé par le renforcement de la présence des forces de sécurité, par le siège policier des foyers de protestation et par un traitement du mouvement par la tergiversation comme toute réponse aux demandes

de dialogue. Pour toutes ces raisons, les militant-e-s de la société civile soussignés, convaincus de la légitimité des revendications des habitants du bassin minier et de la nécessité de réponses urgentes aux situations sociales critiques dans la région, annoncent la création d'un Comité National se donnant les objectifs suivants : Soutenir les mouvements des citoyens pour leurs revendications légitimes, notamment le droit au développement, au travail et aux conditions d'une vie digne. Faire connaître les problèmes et luttes de la région à l'opinion publique nationale afin d'en briser l'isolement et déverrouiller le blocus médiatique appliqué par les média officiels. Exiger des autorités d'assumer ses responsabilités par le déblocage de mesures urgentes à même de résoudre les problèmes les plus pressants que connaît la région, et en s'abstenant de

toute réponse sécuritaire qui ne ferait qu'aggraver la crise.

**Signataires : Mmes : Khédija Chérif, Ahlem Belhaj, Belkis Mechri, Saiida Guerrache, Mrs: Khémaies Chamari, Abdeljelil Bédoui, Naceur El Ajlani, Mohamed Jmour, Khélil Zaouia, Mouhieddine Cherbib, Rachid Chemli, Sami Souhli, Ahmed Gaali, Anouar Kousri, Choukri Belaid, Maher Hanin, Mohamed El khemili, Abderrahman Hédhili, Messaoud Romdhani.**

Tunis, le 15 mars 2008

Pour le Comité National  
Messoud Romdhani

# UN VÉRITABLE VENT DE RÉVOLTE SOUFFLE SUR LE BASSIN MINIER DE GAFSA

**D**epuis le 5 janvier 2008 l'ensemble de la région est en ébullition. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est un concours organisé par le principal employeur dans la région (la Compagnie des Phosphates de Gafsa) dont les résultats étaient entachés de fraudes évidentes, de favoritisme et de népotisme.

Aussitôt connues, ces magouilles ont fait descendre les laissés-pour-compte dans la rue en signe de protestation. Rapidement, ces manifestations se sont transformées en une contestation générale de l'injustice sociale flagrante résultant de la politique économique de l'Etat tunisien.

Femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, diplômés et sans diplômes, travailleurs et chômeurs, syndicalistes, enseignants, agriculteurs se sont retrouvés unis pour occuper la rue. Les veuves de mineurs (décédés suite à des maladies professionnelles non indemnisées) sans ressources ont entamé des grèves de la faim. Des familles entières de déshérités ont dressé des tentes à proximité des institutions locales représentatives de l'Etat pour y camper jour et nuit afin d'exprimer leur raz-le-bol et leur désespoir.

Le bassin minier de Gafsa est,

depuis 20 ans, en proie à une misère insupportable. Il n'est que de comparer les chiffres officiels du taux de chômage national (14,1%), avec celui de Oum Lârayes (38,5%), Lemdhilla (28,4%), Essand (28%) ou Redeyef (26,7%) pour s'en rendre compte. Des milliers de familles, y vivent, en effet, largement en dessous du seuil de la pauvreté. Ils ne disposent d'aucun revenu, d'aucune couverture sociale, d'aucune aide de quelque nature que ce soit de l'Etat. Lequel ne cesse, cependant, de se targuer de ses prétendues prouesses économiques.

En mettant à nu cette situation économique, sociale et écologique catastrophique, les déshérités de Gafsa ont par là même apporté un cinglant démenti à la propagande officielle concernant les « forts » taux de croissance et « l'absence de misère en Tunisie » ! Le tout par des moyens de contestation pacifiques dénués du moindre débordement pouvant justifier une intervention musclée des « forces de l'ordre ».

Après des tentatives avortées d'étouffement du mouvement, les autorités ont engagé un simulacre de négociations avec la délégation des grévistes (plusieurs ministres se sont rendus sur place) sans proposer la moindre solution concrète à leurs problèmes

urgents et vitaux.

Des informations concordantes confirment une présence policière et militaire plus qu'inquiétante autour des principaux villages du bassin minier. Le pire est donc à craindre !

Un appel de détresse a été lancé par la population mobilisée à Redeyef afin que tous les citoyens épris de justice et d'égalité se rendent dans la région lundi 3 mars, date butoir de la fin des « négociations ».

Le 27 février 2008 une réunion d'information/solidarité regroupant des associatifs, des militants et des représentants des partis d'opposition à Paris, s'est tenue au siège de la FPCR. Les participants ont constitué un comité de suivi, d'information et de soutien qui demeure ouvert à tous ceux et toutes celles qui souhaitent y prendre part. Des actions d'information, de soutien et de « lobbying » médiatique à l'échelle nationale et internationale ont été décidées.

Ce comité exprime, d'ores et déjà, son entière et indéfectible solidarité avec les populations du Bassin minier; Il reprend à son compte les exigences légitimes des intéressés, et notamment :

- l'annulation des résultats frauduleux du Concours de recrutement de la CPG, et la

mise en place d'un dispositif permettant l'embauche des plus nécessiteux

- mettre en place un programme d'embauche des diplômés sans emploi

- l'implication de l'Etat dans la création de grands projets industriels permettant de résorber le plus grand nombre de chômeurs ;

- conformation de la CPG au droit international relatif au respect de l'environnement ;

- garantir aux déshérités les services publics minimums tels que l'électricité, l'eau courante, etc.

Le Comité de Soutien aux Habitants du Bassin Minier de Gafsa (Paris) met en garde le régime tunisien contre tout recours aux « solutions sécuritaires », et le tient pour responsable de toute dégradation violente de la situation.

Il lance un appel urgent aux personnes, associations et organisations (nationales et internationales) de défense des droits de l'homme et de l'environnement à se rassembler autour des déshérités de Gafsa et à leur manifester massivement soutien et solidarité.

Paris, le 28 février 2008

# LA LDH DÉNONCE LA RÉPRESSION DES SYNDICALISTES TUNISIENS DU BASSIN MINIER DE GAFSA ET EN PARTICULIER DE LEUR PORTE- PAROLE ADNANE HAJJI

**L**e 6 juin le gouvernement tunisien a répondu par la violence d'Etat au mouvement de protestation sociale contre le chômage et les conditions de vie déplorables dans le bassin minier de Gafsa. Le bilan de cette répression est particulièrement lourd : un mort et de nombreux blessés le jour même, et depuis lors des arrestations et des disparitions quotidiennes. Et pourtant les femmes tunisiennes poursuivent le mouvement en organisant des rassemblements.

Au moment où la France va assurer la présidence tournante de l'Union européenne, ce nouvel

exemple de ce qu'est au quotidien la dictature tunisienne rend encore plus insupportable le satisfecit cynique délivré à Tunis par Nicolas Sarkozy à son homologue Ben Ali.

La Ligue française des droits de l'Homme condamne avec la plus grande fermeté les agissements de la police

tunisienne et assure de son soutien les populations du bassin qui résistent à l'oppression et luttent pour leurs droits les plus fondamentaux.

Jean Pierre Dubois  
Président de la Ligue française des droits de l'Homme

# COMMUNIQUÉ DE CGT-FORCE OUVRIÈRE

Le Secrétaire Général de la cgt FO, Jean Claude Mailly, conduisait une délégation en visite en Tunisie à l'invitation de l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens), les 27 et 28 juin.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la coopération et de la solidarité syndicale internationale qui ont une longue histoire entre FO et l'UGTT.

Cette coopération est matérialisée cette année par une action conjointe de défense des intérêts des travailleurs saisonniers tunisiens en France.

A cette occasion, la délégation

FO a rencontré le secrétaire général et le comité exécutif de l'UGTT, ainsi que des structures syndicales locales et d'entreprises. Dans un contexte marqué par la hausse du coût de la vie et d'importantes difficultés en matière d'emploi, notamment des jeunes, la cgt FO a fait part de son soutien à l'UGTT engagée dans d'importantes négociations avec les employeurs, dans le privé comme dans le public, portant sur le droit syndical, les salaires et les conditions de travail.

Informée parallèlement de la situation sociale très tendue dans la région de Gafsa, la cgt FO soutient les démarches de l'UGTT en faveur de

l'établissement rapide du dialogue et de la négociation, qui ne peuvent reposer que sur le respect des libertés démocratiques et des libertés syndicales, ce qui demande la libération des personnes emprisonnées, dont les responsables syndicalistes actuellement traduits devant des tribunaux.

Pour FO, le respect de la démocratie, des droits de l'Homme et des droits fondamentaux des travailleurs, conformément aux conventions de l'OIT et une coopération des Etats sur le plan économique et social en faveur de la croissance et de la création d'emplois contre le chômage, la précarité et

la pauvreté doivent être à la base du processus européen EUROMED et de l'Union pour la Méditerranée, dont le 1er sommet devrait se tenir le 13 juillet.

Paris, le 29 juin 2008

Contact : Yves VEYRIER – 01 40 52 83 30

## SOLIDARITÉ AVEC LES HABITANTS DU BASSIN MINIER DE GAFSA EN TUNISIE

# TUNISIE : LA RÉPRESSION CONTRE LE MOUVEMENT SOCIAL DU BASSIN DE MINIER DE GAFSA SE POURSUIT

**U**n mouvement social important se déroule dans cette région depuis le mois de janvier : la population en a assez du chômage et de ses conséquences.

Face à ces luttes sociales, le gouvernement choisit de réprimer extrêmement durement les animateurs du mouvement et toute la population. Le 6 juin dernier, la répression a tourné au drame : 1 mort et 27 blessés, de nombreuses arrestations et des personnes disparues...

La semaine dernière, c'est le syndicaliste Adnane Hajji, animateur du mouvement

du bassin minier, qui a été arrêté. D'autres militants sont recherchés : la police arrête des membres de leur famille quand elle ne les trouve pas à leur domicile ! La police a procédé à des dizaines d'arrestations parmi les syndicalistes, les chômeurs et les jeunes.

Le pouvoir de Ben Ali s'acharne contre ce mouvement : il a peur que ce mouvement fasse tache d'huile, tant le mécontentement social est grand dans le pays.

L'Union syndicale Solidaires dénonce cette répression féroce, exige la libération immédiate de Adnane

Hajji et de toutes les personnes arrêtées pour leur participation au mouvement et l'arrêt immédiat de toutes les poursuites.

A la veille du sommet euro-magheb organisé par Nicolas Sarkozy, l'Union syndicale Solidaires exige du gouvernement français qu'il cesse son soutien inconditionnel au président Tunisien Ben Ali, qui fait régner un régime antidémocratique et répressif contre toutes les luttes sociales.

L'Union syndicale Solidaires participera le samedi 5 juillet à la manifestation « Pour une méditerranée des luttes » qui

partira à 14 h 30 de la Place Clichy à Paris ainsi qu'au meeting de solidarité avec les luttes sociales au Maghreb qui aura lieu à la Bourse du travail, 3 rue du Château d'eau (Paris – 10e) le jeudi 10 juillet à 18 heures.

## LE DROIT DE MANIFESTER EST QUASIMENT INEXISTANT EN TUNISIE

# UNSA : TUNISIE : POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES DROITS DES TRAVAILLEURS

L'UNSA suit avec une très grande inquiétude l'évolution de la situation sociale dans la région du bassin minier de Gafsa en Tunisie. Le mouvement, portant au départ sur le droit au travail et sur les conditions d'embauche et d'emploi, a évolué en posant dans sa globalité la question sociale dans une région frappée par le chômage et la pauvreté.

L'UNSA appelle les autorités tunisiennes à respecter les droits de l'homme et les droits des travailleurs garantis par les

traités internationaux et les normes internationales du travail de l'OIT.

Elle condamne le recours à la répression comme réponse à des revendications légitimes et à un mécontentement populaire exprimés pacifiquement. Elle demande la libération de toutes les personnes arrêtées dans le cadre de ce mouvement, et l'abandon des poursuites à leur encontre.

Elle demande également, soutenant en cela les exigences de la population, des représentants du mouvement du bassin

minier et des syndicats locaux, à ce qu'il soit procédé à une évacuation immédiate des forces de police et de l'armée présentes dans la région et dans la ville de Redeyef en particulier.

Les événements des derniers mois et les violences meurtrières dont ont été victimes les habitants nécessitent qu'une enquête soit menée en toute indépendance et transparence pour faire la lumière sur les circonstances de ces drames.

Seules des négociations en vue d'aboutir à des mesures

concrètes et rapides pour lutter contre la situation de pauvreté et d'injustice que subit la population peuvent éviter une spirale de la violence.

Michel Guerlavais  
Secrétaire national